

La Question d'Extrême-Orient à la veille de la Guerre Sino-Japonaise*

Kyoung-Hyoun Min**

I. Introduction

A la veille de la crise sino-japonaise, deux éléments viennent au premier plan. La situation internationale de l'année 1894 et la question d'Extrême-l'Orient pendant la période 1860-1894. Litiges en Europe, et expansion hors d'Europe des Etats européens, continuent à se poser globalement dans l'histoire des relations internationales en 1894.¹⁾ L'équilibre européen se rétablit depuis le traité de Francfort, par suite de l'alliance franco-russe de 1891, qui fait contrepoids à la Triple Alliance, et il se renforcera au printemps de 1894 par l'entente commerciale germano-russe, en dépit de l'échec de la négociation économique franco-italienne. Les grands puissances s'orientent décidément vers une politique d'expansion hors d'Europe, et elles se tournent à nouveau vers d'autres continents.

Pékin, Edo et Séoul n'avaient pas le sentiment que leur territoire était hermétiquement clos. Pourtant, pour les Occidentaux ayant vécu en Extrême-Orient entre le XVIIIe et le XIXe siècle, la Chine, le Japon et la Corée apparaissaient souvent comme des pays fermés qu'il s'agissait d'ouvrir à leur commerce et à leur

* This study was supported by a faculty research grant from the College of Liberal Arts at Korea University in 2024

** Professor in the Department of History, College of Liberal Arts, Korea University

¹⁾ W. Langer, *The Diplomacy of Imperialism*, 1965, p.66

religion.²⁾

L'année 1894 marquera le point de départ pour l'impérialisme mondial. D'une manière générale, le climat de l'Europe n'évolue pas visiblement. Cependant deux conflits surgissent, l'un au coeur de l'Afrique, l'autre aux confins de l'Asie. C'est surtout ce dernier qui vient au devant de la scène internationale. La politique étrangère et coloniale des différentes puissances, qui ont déjà acquis leurs positions respectives dans leurs empires en Europe et hors d'Europe, se mettra une nouvelle fois en relief, à l'occasion du conflit sino-japonais.

Les anciens rapports entre les Etats d'Extrême-Orient et les puissances d'Occident changent considérablement au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, par suite de la pénétration occidentale et de la réaction extrême-orientale. En remettant en question l'ordre asiatique traditionnel, les puissances étrangères essaient par voie de terre et de mer une expansion incessante, à laquelle les pays asiatiques résistent vivement.³⁾

Depuis l'ouverture de la Chine et du Japon, les Européens et les Américains accentuent leur pénétration en Asie orientale. De leur côté, les Chinois et les Japonais font des efforts pour limiter l'influence occidentale dans leur propre empire. Aussi la crise et la guerre auront-elles lieu entre les indigènes et les étrangers. En 1860 les grandes puissances ont acquis des territoires, mais de faible étendue: Hongkong, la presqu'île de Jiulong, et la basse Birmanie pour l'Angleterre: la Cochinchine et le Cambodge pour la France: la Province Maritime pour la Russie. Surtout, elles ont obtenu l'accès à des marchés commerciaux, ou leurs ressortissants jouissent, en vertu des traités, d'un statut privilégié.

Cependant, la pénétration des influences occidentales a pour résultat de mettre aux prises les deux principaux Etats de l'Asie du nord-est. Le voisinage pose maintenant des problèmes l'un de l'autre, tant qu'ils ont pratiqué une

²⁾ P.-E. Roux, *La Croix, La Baleine et le Canon*, 2012, pp.42-43

³⁾ J.K. Fairbank, B.O. Reischauer, *East Asia, The Modern Transformation*, 1965, 408-409

politique de “fermeture”. C’est en Corée que se rencontrent le Japon et la Chine.

Les grandes puissances occidentales accentuent leur pénétration depuis 1860 dans les pays extrême-orientaux. En particulier, elles entretiennent des forces navales à proximité de l’Asie orientale, pour contrôler des voies d’accès et chercher des points d’appui maritime. Au fur et à mesure que s’améliorent les moyens de transport et de communications- chemin de fer, navigation à vapeur et câble télégraphique transocéanique, les voies de pénétration de l’Occident en Extrême-Orient sont ouvertes à nouveau par mer et par terre.⁴⁾

Les européens, notamment les Anglais solidement établis aux Indes, dominant la voie maritime méridional, qui, par le cap de Bonne-Expérance et, depuis 1869, par le canal de Suez, traverse l’Océan Indien puis le détroit de Malacca pour aboutir à la mer de Chine. Au temps des navires à vapeur, l’ouverture du canal de la Méditerranée à la mer Rouge raccourcit de 25% la distance de Londres à Hongkong.

Les Russes exploitent la voie terrestre septentrionale, qui, par l’Oural, passe des confins de l’Europe au littoral sibérien du Pacifique. Dès 1886, l’idée d’une ligne transsibérienne, de Tcheliabinsk à Vladivostok, chimine, non dépourvue d’arrière-pensées politiques et stratégiques: souci d’assurer une liaison moins précaire entre la partie européenne de l’Empire et sa nouvelle façade pacifique. Après les premières études, la décision de construire le Transsibérien est prise en 1891 par le comité des ministres. C’est l’empereur Alexandre III qui donne à la question du Transsibérien l’élan décisif: puis le gouvernement russe entreprend lui-même ses grandes constructions de chemins de fer. Le prince héritier, à son retour du Japon, préside, à Vladivostok, à l’inauguration des travaux du chemin de fer qui va traverser le pays. La ligne est divisée en six sections: Sibérie occidentale, Sibérie centrale, Baïkal, Transbaïkal, Amour et Oussouri. Le Transsibérien est conçu comme une ligne impériale, l’émule des grandes

4) P. Renouvin, *La question d’Extrême-Orient*, 1946, p.4

trans-continantaux et canadiens, qui permettra la mise en valeur des richesses commerciales avec les pays extrême-orientaux et le court-circuitage des routes maritimes vers l'Asie orientale, contrôlées par l'Angleterre.

II. La crise de la Chine

Les anciens rapports de la Chine avec l'étranger se modifient fondamentalement depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, par suite de l'invasion étrangère et de la réaction chinoise. En remettant en cause le monde sino-centrique, les puissances étrangères tentent par voie maritime et terrestre une expansion progressive, à laquelle l'empire chinois résiste plus vivement.

La Chine, suzeraine du Vietnam, qui ne prends pas acte des traités franco-annamites de 1874, fait connaître dès 1880 par son ministre à Paris qu'elle ne peut pas se désintéresser d'un changement éventuel dans le statut politique du Tonkin, ce qui établit un précédent dangereux pour d'autres cas analogues. A trois reprises, Li Hongzhang entame la négociation par la politique personnelle de compromis, sur le terrain pratique des intérêts communs, laissant donc de côté l'incompatibilité de principe entre la suzeraineté chinoise et le protectorat français. A la fin de 1882, le ministre français à Peking, Bourret, prévoit la neutralisation du Tonkin et son partage en deux zones sous influence française et chinoise. Mais, depuis le début de la conquête française, le Quai d'Orsay le désavoue. D'ailleurs, la nouvelle mission de Tricou, envoyé extraordinaire, n'aboutit à rien à Shanghai avec le vice-roi Li, qui s'y arrête pour éviter de prendre la tête pour éviter de prendre la tête des armées chinoises au Tonkin. Dans une communication officielle, le Tsongli Yamen répète, en novembre 1883, que l'Annam est un pays vassal de la Chine.

Pour achever l'occupation du Tonkin, la France engage donc en automne 1883 une campagne militaire contre la Chine. De son côté, le quartier-général du

gouverneur du Yunnan se transfère, au commencement de 1884, sur le sol du Vietnam et les effectifs des Pavillons noirs se renforcent.⁵⁾ Quand, le 15 juin 1884, une colonne française s'avance vers le haut Tonkin, elle rencontre à Bac-Lé des troupes chinoises qui engagent le combat. Prolongeant l'ultimatum à plusieurs reprises, le gouvernement de la république exige évidemment le retrait immédiat des soldats chinois, mais demande en outre une indemnité, à titre de répartition. Le gouvernement chinois accepte l'évacuation, mais refuse de payer l'indemnité. De stériles négociations tenues à Shanghai entre Patenôtre, représentant français, et Zeng Guequan, vice-roi de Nankin, prennent fin en août 1884. A la suite de l'ouverture des hostilités, les relations diplomatiques des deux pays sont rompues, Sans que la guerre soit déclarée. Cixi révoque le prince Gong, artisan de la politique de conciliation. Des appels sont lancés à la résistance et de nouvelles troupes sont acheminées vers le bassin du fleuve Rouge.

La guerre franco-chinoise reprend pendant l'été de 1884 et s'étend à toute la Chine du sud. Les opérations militaires au haut Tonkin se poursuivent, mais lentement: le général Brière de l'Isle occupe Langson et le colonel Giovannelli dégage Tuyen-Quang, assiégé par les Pavillons Noirs et l'armée régulière du Guanxi. Au lieu de porter la guerre dans le golfe de Zhili et d'établir le blocus général des ports chinois, il se contente de traiter le riz comme contrebande de guerre, c'est-à-dire d'en empêcher le transport par mer entre Shanghai et les ports du nord pour affamer la région de Pékin.⁶⁾

C'est seulement au début de 1885, peu après la conférence de la cour impérial, que les autorités chinoise relancent secrètement la négociation à Paris par l'intermédiaire de Hart. La Chine accepte de prendre, comme base de discussion, le traité de Tientsin de mai 1884, elle promet d'évacuer ses forces militaires du

⁵⁾ L. Eastman, *Throne and Mandarins: China's search for a policy during the sino-french controversy 1880-85*, 1967, pp. 30-35

⁶⁾ R. Ristelhueber, "Notre conflit avec la Chine au sujet du Tonkin", *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1954, pp.231-235

haut Tonkin, mais pour sauver la face du versement d'une indemnité, offre à la France des avantages commerciaux. L'opinion publique française désire ardemment la fin de la guerre. L'opposition reproche au gouvernement d'être également incapable de faire la guerre et de conclure la paix. Aussi, le président du Conseil accepte-t-il l'offre du gouvernement chinois. Campbell, secrétaire des douanes chinoises à Londres, signe le 4 avril 1885 le protocole de Paris sur la convention d'armistice avec Billot, directeur des affaires politiques du Quai d'Oray.

Toutefois, la panique de Lang-Son et la chute de Ferry, qui provoquent en France une crise politique violente, ont un moindre écho en Chine, où le succès de Lang-Son est sans lendemain, et où la crise de Corée vient d'éclater. En définitive, deux plénipotentiaires chinois et français, Li Hongzhang et Pantenôte, concluent le 9 juin 1885 à Tientsin, un traité de paix dont trois points sont majeurs: renonciation de la Chine à sa suzeraineté sur le Vietnam, ouverture du sud-ouest de la Chine au commerce français et droit pour la France de construire une voie ferrée en Chine. Les troupes chinoises se retirent du Tonkin méthodiquement: Liu Yongfu rentre en Chine pour être nommé commandant de la division du Guangdong. La marine française évacue Taiwan et les îles Phinge. Les relations diplomatiques reprennent par l'arrivée à Paris du ministre chinois. En effet, la formation de l'Indochine française, amorcée en 1862 en Cochinchine, est à peu près achevée en 1885. Mais la pacification se prolonge l'insurrection de l'Annam central se termine en 1889: et le colonel Galliéni mène en 1894 le combat contre les pirates vietnamiens et chinois dans la Haute Région.⁷⁾

Les nouveaux rapports de la Chine avec l'étranger sont déterminés, avant la guerre sino-japonaise de 1894, par le progrès substantiel des étrangers et la faible résistance des Chinois. Le monde sino-centrique se dégrade par l'extension du système occidental. Une fois un conflit extérieur de la Chine terminé, des traités

⁷⁾ R. Marle, "La pacification du Tonkin", *Bulletin de la Société des Etudes Indochinoises* 47-1, 1972, pp. 37-40

inégaux lui sont imposés par les puissances étrangères.

Les étrangers, les Anglais surtout, consolident progressivement leur position dans la Chine des dix-huit provinces, parce que plus de cinquante ports et villes sont ouverts. Ils avancent plus sensiblement dans les régions périphériques et achèvent presque leur expansion coloniale dans les pays tributaires de l'empire chinois. L'Angleterre et la Russie renforcent leur influence respective au Tibet, au Turkistan oriental et en Mongolie. La Grande-Bretagne annexe la Haute Birmanie et le Sikkim, la France s'installe au Vietnam, et le Japon occupe les îles Ryukyu.

Les Chinois, quant à eux, ripostent dans la Chine propre, réagissent bien dans les régions dépendantes et résistent faiblement dans les pays tributaires. Ils empêchent la pénétration mandchou au Turkestan oriental, et conservent seuls l'autorité impériale sur la Corée.⁸⁾

III. La crise du Japon

Les anciennes relations du Japon avec l'étranger se transforment radicalement à partir de la deuxième partie du XIXe siècle, par suite de l'intrusion occidentale et de la réaction japonaise. En remettant en cause le système particulier japonais, les puissances occidentales essaient par voie maritime une expansion incessante à laquelle le Japon résiste fortement.

Les Occidentaux continuent non seulement à se faire ouvrir de nouveaux ports, mais aussi à pénétrer, autant que possible, à l'intérieur de l'archipel nippon. Au lendemain de la restauration du pouvoir impérial, les Japonais se déclarent résolus à respecter les traités inégaux signés en 1858 et en 1866 par le Bakufu avec les Occidentaux. Pourtant, ils négocient, sur un pied d'égalité, toutes ces questions avec les Américains et les Européens, afin de retrouver leur souveraineté nationale.⁹⁾

⁸⁾ H. Morse, *The International Relations of the Chinese Empire*, 1918, pp.283-306

Comme les traités des cinq nations prévoient qu'une révision des clauses peut être envisagée à partir de 1872, le gouvernement du Meiji appuie ses revendications sur une base juridique, en notifiant aux représentants diplomatiques étrangers à Tokyo l'ouverture prochaine de la négociation sur la révision des traités. Sans doute, les traités inégaux avec les puissances occidentales blessent-ils l'amour-propre du Japon. Le 15 janvier 1882, une conférence préparatoire pour la révision des traités se tient dans la capitale japonaise. Le ministre japonais des Affaires Etrangères communique deux mémoranda, spécifiquement fondés sur trois principes: abolition de la juridiction consulaire dans les cinq ans, des juges occidentaux siégeant dans les tribunaux japonais pendant la période de transition: et nouveaux tarifs douaniers, au prix de l'ouverture du Japon aux étrangers. Pourtant, les ministres occidentaux soutiennent la permanence des traités, faute de l'achèvement des codes japonais, la réforme du droit civil n'étant pas encore faite. La nouvelle conférence officielle se réunis aussi à Tokyo, en mai 1886. L'Angleterre et l'Allemagne ne tardent pas à présenter un projet commun, portant sur l'abandon graduel de la permanence des traités, en échange de l'ouverture du Japon aux Occidentaux. L'empereur approuve finalement le plan du cabinet Ito. Néanmoins, la population le jugeant inacceptable, l'agitation populaire se répand rapidement. Persuadé que la promulgation des nouveaux codes japonais doit précéder tout débat sur la révision des traités, Inouye ajourne indéfiniment, en juin 1887, la conférence de Tokyo et se retire.¹⁰⁾

Les négociations sino-japonaise sont ouvertes à Tientsin en août 1871, par deux plénipotentiaires, Li Hongzhang, ministre de la Mer du Nord, et Date Muneki, ministre des Finances. Le Japon présente le projet de traité dans la première conférence. La Chine ne l'accepte pas et propose un contre-projet. En septembre 1871, le premier traité de commerce et d'amitié entre la Chine et le

⁹⁾ I. Nishi, *Japanese Foreign Relations 1869-1942*, 1977, pp.9-13

¹⁰⁾ F. Jones, *Extraterritoriality in Japan and the Diplomatic Relations Respecting in its abolitions*, 1931, pp.92-93

Japon est conclu à Tientsin, sur une base de réciprocité et d'égalité: les deux souverains prennent l'engagement de respecter l'intégrité territoriale de leurs possessions et ils se prêtent réciproquement aide et assistance et, au besoin, offrent leur médiation, au cas où l'un des empires serait attaqué par une tierce puissance. Les Japonais demeurant en Chine sont soumis à la loi japonaise et les Chinois résidant au Japon à la loi chinoise. En outre, leurs transactions commerciales ne peuvent avoir lieu que dans les ports "ouverts", selon des accords spéciaux portant sur les tarifs douaniers égaux.

Toutesfois, les milieux gouvernementaux japonais critiquent violemment le traité sino-japonais de Tientsin. De plus, le chargé d'affaires américain à Tokyo l'interprète comme une véritable alliance des pays asiatiques contre les Etats occidentaux. Soyeshima Taneomi, ministre japonais des Affaires Etrangères, renvoie en mai 1872 la mission de Yanagihara à Tientsin, afin d'obtenir quelques changements au traité conclu, pendant la mission d'Iwakura aux Etats-Unis et en Europe. Par principe, le gouverneur-général du Zhili s'y refuse. Alors, Soyeshima Taneomi échange lui-même, en avril 1873, des notes de ratifications à Tientsin avec Li Hongzhang, souhaitant très vivement que la Chine modifie le traité sino-japonais, si le Japon révisé les traités avec les pays occidentaux.¹¹⁾

A plusieurs reprises, Tsongli Yamen proteste, à l'été 1874, contre l'occupation illégale de Taiwan par les forces japonaises, en violation du traité sino-japonais. A la fin du mois de septembre, Okubo Toshimichi, ministre de l'intérieur japonais, se présente lui-même à Pékin pour mener des pourparlers, en qualité de ministre plénipotentiaire : en compensation des dépenses militaires, il demande finalement le versement d'une indemnité de deux millions de taëls, versement auquel les ministres du Tsong Shu se refusent. Au dernier moment, Wade réussit à faire accepter sa médiation par les deux parties. En effet, Li

¹¹⁾ T. Tsiang, "The Sino-Japanese Relations, 1870-1894", *Chinese Social and Political Science Review* 17, 1933, pp.4-15

Hongzhang évite la guerre avec le Japon pendant la campagne militaire de Zuo Zongtang dans le nord-ouest. Le 31 octobre, la convention sino-japonaise est conclue à Pékin par le prince Gong et Okubo: le Japon s'engage à retirer ses troupes de l'île, et la Chine à lui payer une somme d'un demi-million de taëls.¹²⁾

Les nouvelles relations du Japon avec l'étranger s'introduisent, avant la guerre sino-japonaise de 1894, par le faible progrès des Occidentaux et la forte résistance des Japonais. Le système particulier japonais est transformé par l'introduction du système occidental.

La permanence des traités inégaux entre le Japon et les puissances occidentales disparaît en principe à la suite de la conclusion du nouveau traité de commerce anglo-japonais. D'autres grands Etats, qui possèdent de gros intérêts dans l'archipel nippon, sont en négociations avec le Japon. En fait, les Européens et les Américains – surtout les Anglo-Saxons – maintiennent leur implantation dans les ports ouverts et arrivent à pénétrer tout le territoire de l'empire nippon, en contrepartie de la suppression du régime d'exterritorialité et de l'augmentation du tarif douanier. Les Japonais, s'ils recouvrent leur souveraineté nationale, restent pourtant soumis, en matière douanière, à un régime unilatéral, puisqu'ils s'engagent à limiter leurs taxes douanières à un certain taux, sans que les Occidentaux aient pris à leur égard des engagements symétriques.

Le Japon établit toutefois le fondement de son empire, en réglant à l'amiable les conflits territoriaux sur les îles Bonin et Sakhaline avec les puissances occidentales. Il connaît aussi une expansion rapide au détriment des Etats des traités inégaux avec la Corée, et exerce une autorité exclusive sur les Ryukyu. Cependant, la nouvelle expansion japonaise ne s'affirme encore ni dans les îles Ryukyu, ni à Taiwan, ni dans la Péninsule coréenne, en dépit de ses efforts considérables.

¹²⁾ L. Gordon, "Japan's Abortive Colonial Venture in Taiwan, 1874", *Journal of Modern History* 37, 1965, pp. 171-75

IV. La crise de la Corée

Les anciens rapports de la Corée avec l'étranger changent essentiellement au cours de la dernière partie du XIXe siècle, par suite de l'agression étrangère et de la réaction coréenne. En remettant en question le système propre coréen, les puissances étrangères s'efforcent d'ouvrir la porte de la Corée et de chercher une expansion le long du littoral et de la frontière, expansion à laquelle la Corée oppose une résistance passive.

A l'origine, les Occidentaux envisagent l'ouverture ou même la conquête de la péninsule coréenne. Les Russes manifestent sans cesse leurs intentions; les Français interviennent sans résultats de même que les Américains. Ce sont les Asiatiques qui prennent à nouveau l'initiative. Si les Japonais réussissent à ouvrir la porte du royaume ermite, les Chinois ne tardent pas à reprendre l'avantage. Cependant, les Américains, les Russes et les Anglais entrent en scène et surveillent les deux concurrents extrême-orientaux, qui s'installent aux ports ouverts de la Corée et pénètrent dans l'intérieur du pays.

Les Coréens abandonnent la fermeture de leur pays et acceptent également le renouveau du monde sino-centrique, mais ils finiront par réagir pour garder leur indépendance nationale. Des crises se produisent-elles entre la Corée et les pays étrangers.¹³⁾

En vertu du traité de Pékin de 1860, la Russie devient la voisine immédiate de la Corée. En janvier 1866, un navire russe se présente à Wonsan, port de commerce sur la Mer de l'Est, et réclame la liberté du commerce. L'émotion est grande à la cour de Seoul et dans tout le pays. Convaincus que la démarche des Russes peut enfin provoquer l'émancipation religieuse de la Corée, un certain

¹³⁾ Eugene Kim, Hankyo Kim, *Korea and the Politics of Imperialism, 1876-1910*, 1967, pp.44-54

nombre de catholiques écrivent au régent, pour le persuader que l'unique moyen d'éloigner des russes est de contracter une alliance avec la France et l'Angleterre par l'intermédiaire de l'évêque catholique. Pendant ce temps, le navire russe quitte le port. Une fois de plus, le parti de l'intolérance triomphe. Le Daewongun donne l'ordre de massacrer les catholiques et les missionnaires français dans la péninsule.¹⁴⁾

Dès l'annonce du massacre des missionnaires, Bellonnet, chargé d'affaires de France à Pékin, prend sur lui de décider la conquête de la Corée. Il refuse la proposition de médiation offerte par le prince Gong. Celui-ci déclare d'ailleurs que, bien que la Corée soit un pays tributaire, la Chine ne peut s'immiscer dans ses affaires intérieures. Cependant, le père du roi justifie les sanctions prises et demande la protection du Fils du Ciel. Après l'exploration des côtes de Corée, l'amiral Rose, commandant de la division navale française, quitte Zhifu en octobre 1867 avec 7 bâtiments de guerre et 600 soldats, débarque sur l'île de Ganghwa et occupe pratiquement sans aucune résistance la ville de Ganghwa où il établit un blocus temporaire. Pourtant, le général Li Yonghui, qui organise la résistance et rassemble des troupes, environ 3,000 hommes, repousse le détachement français qui s'avance dans la direction de Seoul et un autre qui a pris position sur le mont fortifié de Jeongjog, situé au sud de cette île. Après un mois de bataille, le gouvernement français décide alors de quitter l'île.¹⁵⁾

Les grandes puissances occidentales voient d'un oeil favorable une tentative japonaise qui va ouvrir au commerce un débouché dont elles ont besoin, et rendre à la navigation le long des côtes coréennes la sécurité qui lui manque. La Russie, L'Angleterre, La France et l'Allemagne ne s'opposent pas à l'ouverture du royaume coréen, bien que l'on ne puisse avoir grand profit à espérer.

Les Etats-Unis, particulièrement, encouragent le Japon à poursuivre dans

¹⁴⁾ M. Orange, "L'expédition de l'amiral Roze en Corée", *Revue de Corée* VIII-3, 1976, pp.44-47

¹⁵⁾ P.-E. Roux, *La Croix, La Baleine et le Canon*, 2012, pp.350-355

cette voie et appuient ses négociations en Corée.

Toutefois, les nations occidentales ne verraient pas avec plaisir une expédition japonaise contre la péninsule. Les Russes, eux, ne sauraient tolérer un établissement définitif des Japonais sur cette partie du continent, car c'est en Corée qu'ils peuvent trouver des ports ouverts en toutes saisons, Vladivostok étant bloqué en hiver par les glaces. Les Anglais, toujours en éveil sur les empiètements possibles de la Russie, appréhendent que cette puissance, en cas de guerre, ne profite de l'occasion pour intervenir, sous prétexte de garantir, et ensuite, de rectifier sa frontière, dont la délimitation est laissée indécise. ils estiment que l'ouverture des ports coréens au commerce de toutes les nations serait le meilleur moyen d'empêcher les Russes de s'y établir seuls, et concluent que, dans tous les cas, les forces navales de la Grande-Bretagne sont suffisantes pour sauvegarder ses intérêts.¹⁶⁾

Cependant, le gouvernement russe insiste beaucoup sur le maintien du statu quo en Corée parce qu'il craint que Yuan Shekai n'essaie de provoquer un coup d'Etat, comme il l'a déjà tenté en juillet-août 1886. La Chine estime que, la Corée étant un Etat tributaire de la Chine, celle-ci a le droit de réserver sa liberté d'action ou de protéger son pays vassal, alors que la Russie ne possède pas ce même droit: pourquoi le Céleste Empire, qui se trouve dans une situation privilégiée, devrait-il discuter sur un pied d'égalité avec la Russie? Il n'a pas à perdre toute la Corée pour l'affaire de Port-Hamilton.¹⁷⁾

Les nouveaux rapports de la Corée avec l'étranger se caractérisent, avant la guerre sino-japonaise, par le progrès rapide des étrangers et la résistance passive des Coréens. Le système propre coréen est en déclin par l'extension du monde sino-centrique et l'introduction du système occidental. Chaque fois une crise extérieure de la Corée terminée, des traités inégaux lui sont imposés par les pays

¹⁶⁾ Hirose Yasuko, "British Attitudes towards the Opening of Korea", *Kokusai Seiji* 41, 1969, pp. 98-102

¹⁷⁾ F. Jones, *Foreign Diplomacy in Korea, 1864-1894*, 1938, pp.450-60

étrangers.

V. Conclusion

Les Asiatiques-surtout les Chinois-exercent une influence plus considérable que les Occidentaux sur les ports ouverts de la péninsule pour pénétrer plus loin dans l'intérieur du pays. La rivalité internationale persiste. L'antagonisme anglo-russe s'apaise relativement par rapport à l'antagonisme sino-japonais. La Russie est toujours dans l'expectative, tandis que l'Angleterre se limite à la surveillance. La Chine et le Japon sont laissés seuls face à face à la cour de Seoul.

En Revenche, La Corée résiste à l'ingérence de la Chine, qui, en qualité du suzerain, contrôle les affaires du royaume. Elle conserve encore son autonomie, plus nominale que réelle, parce que le Japon, la Russie et les Etats-Unis soutiennent la souveraineté coréenne, alors que l'Angleterre et l'Allemagne respectent la suzeraineté chinoise.

Les nouveaux rapports entre les Etats d'Extrême-Orient et les puissances d'Occident s'établissent, avant la guerre sino-japonaise de 1894, par le progrès sensible des étrangers et la résistance vive des indigènes. En principe, le système traditionnel interétatique de l'Extrême-Orient se replie devant le système moderne international de l'Europe.

Les puissances occidentales consolident leur position en Asie du nord-est et achèvent presque leur expansion coloniale en Asie orientale. La Grande-Bretagne a obtenu des résultats importants, seule parmi les grandes puissances. En Chine, au Japon, l'Angleterre a trouvé un marché pour ses produits industriels. La possession du Tonkin a modifié la position de la France à l'égard du problème d'Extrême-Orient. La Russie n'a réalisé que deux acquisitions territoriales, l'île de Sakhaline et une partie de la vallée de l'Ili.

Les pays extrême-orientaux se bornent à défendre leur propre territoire et

parviennent à ralentir la pénétration étrangère dans ces régions. La Chine maintient l'intégrité territoriale des dix huit provinces. Le Japon pose des bases de son empire et la Corée garde encore son indépendance.

References

- Eastman, L. *Throne and Mandarins: China's search for a policy during the sino-french controversy 1880-85*, 1967.
- Fairbank, J. K., and B.O. Reischauer. *East Asia, The Modern Transformation*, 1965.
- Gordon, L. "Japan's Abortive Colonial Venture in Taiwan, 1874", *Journal of Modern History* 37, 1965.
- Hirose, Yasuko. "British Attitudes towards the Opening of Korea", *Kokusai Seiji* 41, 1969.
- Jones, F. *Extraterritoriality in Japan and the Diplomatic Relations Respecting in its abolitions*, 1931.
- Jones, F. *Foreign Diplomacy in Korea, 1864-1894*. 1938.
- Kim, Eugene, and Kim, Hankyo. *Korea and the Politics of Imperialism, 1876-1910*. 1967.
- Langer, W. *The Diplomacy of Imperialism*, 1965.
- Marle, R. "La pacification du Tonkin", *Bulletin de la Société des Etudes Indochinoises* 47-1, 1972.
- Morse, H. *The International Relations of the Chinese Empire*, 1918.
- Nishi, I. *Japanese Foreign Relations 1869-1942*, 1977.
- Orange, M. "L'expédition de l'amiral Roze en Corée", *Revue de Corée* VIII-3, 1976.
- Renouvin, P. *La question d'Extrême-Orient*, 1946.
- Ristelhueber, R. "Notre conflit avec la Chine au sujet du Tonkin", *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1954.
- Roux, P.-E. *La Croix, La Baleine et le Canon*, 2012.
- Tsiang, T. "The Sino-Japanese Relations, 1870-1894", *Chinese Social and Political Science Review* 17, 1933.

[Abstract]

La Question d'Extrême-Orient à la veille de la Guerre Sino-Japonaise

Kyoung-Hyoun Min

Pékin, Edo et Séoul n'avaient pas le sentiment que leur territoire était hermétiquement clos. Pourtant, pour les Occidentaux ayant vécu en Extrême-Orient entre le XVIIIe et le XIXe siècle, la Chine, le Japon et la Corée apparaissaient souvent comme des pays fermés qu'il s'agissait d'ouvrir à leur commerce et à leur religion.

Les anciens rapports entre les Etats d'Extrême-Orient et les puissances d'Occident changent considérablement au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, par suite de la pénétration occidentale et de la réaction extrême-orientale. En remettant en question l'ordre asiatique traditionnel, les puissances étrangères essaient par voie de terre et de mer une expansion incessante, à laquelle les pays asiatiques résistent vivement.

Les grandes puissances occidentales accentuent leur pénétration depuis 1860 dans les pays extrême-orientaux. En particulier, elles entretiennent des forces navales à proximité de l'Asie orientale, pour contrôler des voies d'accès et chercher des points d'appui maritime. Au fur et à mesure que s'améliorent les moyens de transport et de communications- chemin de fer, navigation à vapeur et câble télégraphique transocéanique, les voies de pénétration de l'Occident en Extrême-Orient sont ouvertes à nouveau par mer et par terre.

Les puissances occidentales consolident leur position en Asie du nord-est et achèvent presque leur expansion coloniale en Asie orientale. La Grande-Bretagne a obtenu des résultats importants, seule parmi les grandes puissances. En Chine,

au Japon, l'Angleterre a trouvé un marché pour ses produits industriels. La possession du Tonkin a modifié la position de la France à l'égard du problème d'Extrême-Orient. La Russie n'a réalisé que deux acquisitions territoriales, l'île de Sakhaline et une partie de la vallée de l'Ili.

Les pays extrême-orientaux se bornent à défendre leur propre territoire et parviennent à ralentir la pénétration étrangère dans ces régions. La Chine maintient l'intégrité territoriale des dix huit provinces. Le Japon pose des bases de son empire et la Corée garde encore son indépendance.

Keywords: Extrême-Orient, Puissance Occidentale, Traité, Pénétration, Résistance

Submission of Manuscript: 2024/11/29

Review of Manuscript: 2024/12/09

Publication Approval: 2024/12/17